

Nos engagements pour mettre fin au déclin et redresser la France

Bureau politique du 5 février 2025

Notre famille politique a accompli de grandes choses, mais faute d'assumer ce que nous sommes et incapables de passer des mots aux actes, nous n'avons pas convaincu les Français.

Trop souvent résignée à subir les injonctions de la gauche, la droite doit aujourd'hui se repenser pour relever la France. La situation dans laquelle se trouve la France est d'une gravité inédite. Elle appelle par conséquent un sursaut vital. Mais contrairement aux forces de protestation, dont la seule vertu est de ne pas avoir à rendre compte de responsabilités qu'elles n'ont jamais exercées, et forts de notre expérience du gouvernement, qui nous a appris qu'il ne suffit pas de dire pour que cela soit fait, nous voulons bâtir un projet crédible, puissant et radical, qui attaque les problèmes à la racine pour rendre possible ce qui est difficile, mais nécessaire.

Ni charte de valeurs, ni programme exhaustif, ce texte rassemble les grandes orientations indispensables au sursaut français.

1. La France

Nous voulons agir pour une France réconciliée, audacieuse et fière.

Animés par l'amour de la France, nous sommes fiers d'être Français. Mais la France est aujourd'hui en déclin et traversée de fractures sociales, culturelles et territoriales. C'est pourquoi la première mission que nous nous donnons est de redresser la France.

Pour nous, une France moderne est une France rassemblée qui ne renie pas ce qu'elle a été. Il ne s'agit pas de refuser de regarder nos erreurs ou nos anachronismes, mais de rejeter les idéologies multiculturaliste, communautariste et wokiste dont le but est de diviser notre nation, déconstruire notre identité et conduire à la haine de notre pays et de son histoire. Nous refusons que la France soit le seul pays au monde où l'on n'apprend pas à aimer son pays. Nous rejetons avec détermination toute soumission aux fanatismes, et en particulier au fanatisme islamiste qui représente la plus grave menace qui pèse aujourd'hui sur notre identité.

Nous sommes attachés à une vision élective et non ethnique de la nation. Pour être Français, il faut accepter notre histoire, assimiler notre culture et vouloir partager notre destin. Notre culture française de référence comprend le respect de la dignité de la personne humaine, le rejet de la haine de l'autre, le refus absolu de toute forme d'antisémitisme, l'égalité entre les femmes et les hommes, la laïcité ainsi que la maîtrise de notre langue et la connaissance de notre histoire.

Nous sommes convaincus que vitalités économique et civilisationnelle sont indissolublement liées. Une économie ruinée mène au déclin civilisationnel ; une civilisation décadente conduit à la ruine économique. C'est pourquoi nous pensons qu'il est nécessaire et urgent d'œuvrer à la fois à la revalorisation du travail comme condition du redressement économique de la France et à la défense de notre civilisation.

2. La liberté

Nous voulons libérer la France des normes, des charges et des conformismes pour laisser vivre les Français.

La liberté, en particulier celle de penser, de s'exprimer, d'entreprendre, de s'enrichir, d'être propriétaire, de transmettre son patrimoine, de donner à ses enfants l'éducation que l'on souhaite, sont des conditions du bonheur individuel et de la prospérité de la France. Elle est aujourd'hui empêchée et corsetée par une idéologie de gauche qui disqualifie la réussite et le mérite, et par l'interférence permanente de l'Etat dans les moindres aspects de la vie des Français.

Nous voulons d'abord rétablir le droit de penser et d'exprimer des opinions, qui est étouffé depuis trop longtemps sous le politiquement correct et la pensée unique. Nous refusons que l'on dicte aux Français ce qu'ils ont le droit de dire et de penser.

Nous voulons ensuite donner de l'oxygène aux Français, aux entrepreneurs, aux agriculteurs, aux commerçants, aux artisans, aux créateurs, aux chercheurs, aux professions libérales, aux jeunes, par la réduction des normes et la confiance dans la responsabilité individuelle. Nous devons également sortir de l'idéologie socialiste qui pense que l'Etat dépense mieux l'argent des citoyens que les citoyens eux-mêmes. Jamais notre pays n'a eu un tel niveau de dépenses publiques, jamais notre pays n'a été aussi défaillant. Nous voulons rendre aux Français leur argent pour qu'ils l'utilisent comme ils le souhaitent au service de leurs projets personnels et du dynamisme économique de notre pays.

3. L'autorité

Nous voulons rétablir l'autorité, l'ordre et le respect à tous les niveaux, en rompant avec la culture de l'excuse et l'impuissance institutionnalisée.

L'autorité est la condition de la liberté. Dans une société où la loi et jusqu'à la civilité la plus élémentaire sont quotidiennement remises en cause, nous voulons restaurer l'autorité de la loi et des forces de l'ordre, tout comme l'autorité du savoir et des enseignants. Le rétablissement de l'ordre dans nos rues et à nos frontières est une priorité.

La première exigence est de réaffirmer l'évidence : c'est la victime qui doit être protégée, pas le délinquant. Les intérêts de la société doivent être sauvegardés et le crime ne doit pas payer. Il faut ensuite nous doter des moyens d'y parvenir. Ce que d'autres démocraties en Europe ont réussi à faire, nous le pouvons aussi. Face à la montée des incivilités qui empoisonnent la vie de tant de Français, face à un nombre d'agressions sans égal en Europe, face à un niveau d'immigration hors de contrôle, nous voulons retrouver le pouvoir d'agir. Chaque infraction doit donner lieu à une sanction immédiatement exécutée. L'immigration doit être choisie et maîtrisée. Et les étrangers en situation irrégulière sur notre sol doivent en être expulsés.

4. Le travail

Nous voulons fonder un nouveau contrat social qui valorise le travail, et un nouveau modèle économique qui favorise la production.

Notre système social est aujourd'hui dévoyé et injuste. D'un côté, il est miné par les abus et les dérives de l'assistanat ; de l'autre, il fait peser sur le travail le financement de la solidarité, conduisant à des charges trop lourdes pour les entreprises et à la stagnation du pouvoir d'achat de ceux qui travaillent. Ce qui est injuste aujourd'hui, c'est la situation de ceux qui travaillent.

Nous sommes attachés à la solidarité, mais celle-ci doit être réservée à ceux qui en ont vraiment besoin. Les abus doivent être combattus, l'écart entre les revenus du travail et ceux de l'assistance doit être augmenté et tous ceux qui peuvent travailler doivent travailler.

Nous devons ensuite repenser notre modèle économique. Depuis des décennies, faute de pouvoir augmenter le pouvoir d'achat par la création de richesses sur le territoire national, la France achète la paix sociale en finançant à crédit la consommation de produits importés. Nous avons atteint les limites de ce socialo-consumérisme dangereux pour notre souveraineté, ruineux pour nos finances publiques, désastreux pour l'environnement et piteux pour les générations futures. Nous devons bâtir un nouveau modèle économique fondé sur la production de richesses dans nos régions plutôt que sur la consommation d'importations polluantes. Il réconciliera les grandes métropoles et les petites communes, les ingénieurs et les ouvriers, les grandes entreprises, les *start-ups* innovantes et tout un tissu de PME industrielles. Produire dans notre pays est un enjeu économique, social, territorial, et environnemental.

5. L'Etat

Nous engagerons une refonte profonde des structures de l'Etat et des autres collectivités publiques, condition du sursaut national.

Fidèles à l'histoire de notre pays, nous croyons dans le rôle de l'Etat pour assurer notre grandeur. Mais l'Etat est aujourd'hui profondément déficient, à la fois tentaculaire et impuissant, tatillon sur l'accessoire et défaillant sur l'essentiel. Comme à chaque moment important de notre histoire, il n'y aura pas de relèvement collectif sans repenser les structures et le fonctionnement de l'Etat.

La première priorité est évidemment le sérieux budgétaire et la limitation de notre endettement public. Nous pensons indispensable d'introduire dans la Constitution une triple règle d'or : la première qui interdit à l'Etat d'être en déficit de fonctionnement ; la deuxième qui l'oblige à ramener le taux de pression fiscale au niveau des pays européens les plus performants ; la troisième qui introduit une responsabilité individuelle des membres de l'exécutif en cas de dérive de la dette et du déficit public.

Nous refusons que l'Etat se démembre en agences, comités et organismes administratifs de tout genre ne rendant de comptes à personne. Nous voulons que les élus de la Nation retrouvent le sens de leurs responsabilités sans se cacher derrière des structures sans légitimité pour décider à leur place. Nous sommes favorables à une revitalisation de la République par l'organisation régulière de référendums pour rendre la parole aux Français sur les grandes orientations.

Nous défendons évidemment l'Etat de droit, mais pas le gouvernement des juges, ni celui des fonctionnaires. Le rôle de l'Etat de droit est de protéger les libertés et la démocratie, pas de les désarmer ou de les entraver.

Nous voulons poursuivre la décentralisation, mais nous voulons que les collectivités territoriales aient une réelle liberté pour mener les politiques publiques qui leur sont confiées. En contrepartie, elles doivent être financièrement responsabilisées et participer à l'effort de redressement de nos comptes publics.

6. Les services publics

Nous voulons des services publics qui fonctionnent.

Le déclin français se mesure à la dégradation des services publics : les Français paient toujours plus pour des services de moins en moins performants. Des services publics efficaces sont pourtant essentiels pour assurer la prospérité et la cohésion nationale. Après le travail, la seconde grande injustice de notre modèle actuel est celle qui permet à ceux qui sont protégés d'échapper aux services publics défaillants.

Par la critique systématique de la transmission et du mérite, l'école de la République est devenue une école du nivellement par le bas. Plutôt que de lui demander de réparer tous les maux de la société des adultes, nous voulons rendre à l'école son rôle fondamental de transmission des savoirs fondamentaux (lire, écrire, compter) par des méthodes d'enseignement éprouvées. C'est ainsi qu'elle tiendra la promesse de pouvoir s'élever par son mérite, quel que soit son milieu familial, son origine sociale ou géographique. Nous voulons aussi que l'école cesse d'ignorer les difficultés que rencontrent les familles dans l'éducation de leurs enfants du fait de l'envahissement des écrans et des réseaux sociaux. Nous voulons travailler main dans la main avec les familles pour donner à nos enfants un cadre sécurisé d'apprentissage et de croissance.

Nous voulons aussi garantir aux Français un accès à des soins de qualité, partout sur le territoire national. Depuis des décennies, notre système de santé est régulé par le rationnement de l'offre de soins, faute de solutions plus imaginatives pour maîtriser les dépenses. Le résultat est là : déserts médicaux, saturation des urgences, perte de chances, restrictions des traitements, inégalités devant le système de santé. Nous pensons qu'un autre système de santé est possible, à condition de réinventer un système de santé d'excellence fondé sur davantage de responsabilité et d'égalité.

Nous sommes favorables à l'émulation et à la coopération entre le secteur public et le secteur privé pour rendre les services les plus essentiels aux populations dans le respect des principes d'égalité et de libre choix. Les Français doivent pouvoir choisir librement l'école de leurs enfants ou leur établissement de soins.

7. L'environnement

Nous défendons une écologie de progrès fondée sur la production nationale.

Alors que notre famille politique a été la première à se préoccuper de l'environnement, nous avons laissé l'écologie politique d'extrême gauche en revendiquer le monopole. Par une

surenchère de normes et de taxes, cette écologie punitive – plus politique qu’écologique –, mène à l’impasse de la désindustrialisation, de la dénatalité et de la décroissance.

Nous défendons une écologie de progrès, fondée sur la science plutôt que l’idéologie, la production industrielle et agricole dans nos territoires plutôt que la consommation de produits importés, l’attachement naturel des hommes à leurs communautés (foyer, territoire, nation) plutôt que l’extrémisme anti-humaniste ou éco-terroriste. Nous devons tout à la fois protéger la biodiversité et limiter le changement climatique tout en nous y adaptant dans tous les secteurs. Attachés à transmettre à nos enfants la beauté de nos paysages, un monde habitable et une France prospère, nous portons un message d’espérance pour la jeunesse alliant préservation de notre environnement et revitalisation de notre économie.

8. La transmission

Nous croyons dans les familles, premiers socles de la transmission, de la cohésion et de la prospérité de la France.

Nous promouvons une politique familiale ambitieuse afin de permettre aux Français de fonder une famille et d’avoir le nombre d’enfants qu’ils désirent.

Nous sommes attachés à la liberté des familles et à leur rôle premier dans l’éducation des enfants. Nous ne voulons pas que l’Etat se substitue aux familles, mais nous voulons les aider à protéger leurs enfants de la maltraitance, du harcèlement, des addictions aux écrans ou aux drogues. Nous attendons aussi des familles qu’elles assument leurs responsabilités.

Nous sommes déterminés à protéger la liberté d’être propriétaire de son logement pour protéger sa famille et celle de lui transmettre le fruit d’une vie de travail. Nous voulons transmettre aux générations à venir une culture vivante et un patrimoine sauvegardé, tant matériel qu’immatériel.

9. La civilisation

Nous voulons retrouver notre puissance et notre souveraineté pour protéger notre civilisation dans un monde dangereux.

Face aux empires autoritaires et prédateurs, aux guerres commerciales, aux conflits de civilisations, à la fin de l’illusion de la mondialisation heureuse, aux défis de l’intelligence artificielle ou de la conquête spatiale, personne ne défendra nos intérêts et nos valeurs à notre place. Notre situation est aujourd’hui dangereusement compromise : les Etats-Unis innovent, la Chine produit, l’Europe régleme et la France consomme à crédit. Ce n’est qu’en redevenant puissants que nous pourrons faire entendre notre voix et protéger notre civilisation, française et européenne, humaniste, universaliste, libre, ambitieuse et créative.

Attachés à la construction européenne, nous considérons comme indispensable sa refondation au service des nations et des peuples. Relevant son économie et tenant son rang, la France doit redevenir le maillon fort de l’Europe, sans se laisser imposer des orientations contraires à ses intérêts. C’est ainsi que nous transmettrons à nos enfants une France forte dans une Europe puissante.